Le coût des inondations pourrait tripler d'ici 2030

Dossier de la rédaction de H2o
May 2020

Le coût des inondations pourrait tripler d'ici 2030 au pays si le Canada n'en fait pas plus pour mieux se protéger, laisse entendre une nouvelle étude. Selon l'Aqueduct Floods, une estimation du groupe de réflexion mondial World Resources Institute, le nombre de sinistrés par les inondations va plus que doubler dans le monde, passant d'environ 65 millions en 2020 à 132 millions en 2030. Le coût des dommages provoqués par ces catastrophes aux actifs urbains comme les maisons, les entreprises et les infrastructures publiques, dépassera les 700 milliards de dollars. Comparativement, les inondations ont coûté un peu de 1 000 milliards de dollars au cours de l'ensemble des trois dernières décennies, selon l'étude. Sans rien n'est entrepris, il en coûtera en moins de deux ans autant qu'au cours des 30 dernières années. Le Canada ne sera pas épargné par ce phénomène. L'institut dit avoir constaté que les dommages provoqués par les inondations avaient totalisé environ 2,4 milliards. Si rien n'est fait pour prévenir ou atténuer ces catastrophes, le coût de la facture passera près de 6,6 milliards dollars US. Le nombre de Canadiens sinistrés passerait de 200 000 en 2010 à plus de 350 000 en 2030. D'ici 2050, le coût annuel des inondations pourrait grimper au-delà des 14 milliards et toucher 431 000 personnes. Les inondations le long des régions côtières vont empirer. Si en 2010, le coût s'élevait à environ 122 millions, celui-ci dépasserait 1,65 milliard, soit 13 fois plus, en 2030, et ce avec les mesures actuellement existantes.

Samantha Kuzma, l'une des auteurs du rapport, dit que le changement climatique serait responsable d'environ un tiers de l'augmentation des risques d'inondation. Mais les inondations pourront aussi être imputées à la croissance démographique qui pousserait plus de personnes et d'entreprises à s'installer dans zones de plus en plus sujettes aux inondations. Environ un quart du risque accru d'inondation c'est-à-dire peut être attribué à l'affaissement ou au recul progressif des terres. Mme Kuzma croit que les coûts pourraient changer considérablement si les pays faisaient de l'atténuation des inondations une priorité. Selon les estimations, le Canada pourrait épargner plus de 2% des dollars pour chaque dollar investi dans la construction de digues et de bermes ou dans le drainage.

Mia Rabson, La Presse canadienne - Le Devoir